

# Les méfaits du bolsonarisme

*par Maud Chirio*

---

**La présidence de Bolsonaro a été marquée par un autoritarisme politique, un conservatisme moral et un néolibéralisme économique. La société brésilienne a subi une violence à laquelle elle a eu, parfois, les moyens de s'opposer.**

---

La défaite de Jair Bolsonaro aux élections présidentielles d'octobre 2022 et l'investiture de Lula le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ont levé une incertitude : l'alternance après l'exercice direct du pouvoir par l'extrême droite n'est pas réservée aux vieilles démocraties, comme les États-Unis, dont les institutions seraient, à nos yeux nord-occidentaux, plus solides. La démocratie brésilienne, malgré sa jeunesse, a eu elle aussi les épaules pour survivre à l'expérience d'un président ultra-conservateur, grand promoteur de fausses nouvelles et de discours de haine, appuyé sur une partie de l'armée et ouvertement sceptique à l'égard de la séparation des pouvoirs et du jeu électoral<sup>1</sup>.

Pourtant, on sait aujourd'hui qu'il s'en est fallu d'un cheveu. L'obsession de Bolsonaro, pendant la seconde moitié de son mandat, pour le complot en marche destiné à lui voler sa réélection n'avait rien de gratuites rodomontades. Elle a contribué à attiser la colère de la base militante, qui s'est empressée de contester le résultat électoral en montant des campements devant les casernes de tout le pays, avant de prendre d'assaut la Place des Trois Pouvoirs, le 8 janvier 2023. Dans les coulisses de ce saccage théâtral, une partie des forces de sécurité jouait sa propre partition : des militaires et des membres des forces spéciales organisaient, au vu et au su de

---

<sup>1</sup> Merci à Rubens Casara, Ana Lagüéns et Gustavo Rabelo pour leur contribution à cet article, et à Antoine Acker pour sa relecture attentive.

Bolsonaro, l'assassinat du juge de la Cour Suprême Alexandre de Moraes, ainsi que de Lula et de son vice-président Geraldo Alckmin. La police fédérale a d'ailleurs ouvert en novembre 2024 une procédure judiciaire à l'encontre de l'ancien président pour « *crimes d'abolition violente de l'État de Droit, coup d'État et organisation criminelle* », pour lesquels il encourt jusqu'à 28 ans de réclusion. Les raisons pour lesquelles le projet de coup d'État a au dernier moment avorté demeurent obscures. Elles mêlent probablement, comme souvent dans l'histoire de l'extrême droite brésilienne, une impréparation de pieds nickelés et les réticences de secteurs conservateurs à se lancer dans une aventure incertaine – surtout sans l'assentiment de la Maison Blanche.

Ces faits nous rappellent néanmoins que l'extrême droite quitte rarement le pouvoir exécutif sans remous et que, à sa suite, il n'y a pas de simple alternance politique, mais un processus évoquant pour partie une transition démocratique. La scène publique brésilienne des deux dernières années est d'ailleurs traversée par les mots de la transition : les mouvements sociaux exigent que soit faite toute la lumière sur les crimes et violences du bolsonarisme ; les lourdes pertes humaines pendant la pandémie de Covid-19 (près de 700 000 morts) sont qualifiées par de nombreux professionnels de traumatisme collectif ; la déchirure de la collectivité nationale est déplorée, en appel ou non à un processus de réconciliation ; enfin, à la suite des événements du 8 janvier 2023 et des révélations récentes sur le complot visant à assassiner Lula, le sauvetage de la démocratie et le rejet de l'impunité, jusqu'alors appliqués aux violences de la dictature, sont des expressions mobilisées au présent.

Ces mots balisent un contexte très investi émotionnellement, auquel il est difficile d'échapper lorsqu'on se penche sur le legs de la présidence Bolsonaro. La dénonciation d'un bilan social et sanitaire catastrophique, d'une démocratie fragilisée, d'une explosion des violences et de destructions environnementales irréparables demeure un marqueur politique fort dans une société très polarisée, et laisse peu d'espace à la réflexion et à la nuance. Le travail est en outre contraint par la restriction de l'accès à certains indicateurs, que l'exécutif s'est refusé à continuer d'établir. C'est le cas du chiffrage des violences policières, qui n'a plus été effectué par le Ministère de la Famille, de la Femme des Droits Humains à partir de 2019.

Pourtant, la condamnation uniforme empêche de se poser certaines questions clés sur cette expérience de gouvernement d'extrême droite : avions-nous raison d'avoir peur en 2018 et, si oui, avions-nous peur pour les bonnes raisons ? La radicalité des discours de Bolsonaro sur les thèmes qui l'ont positionné à l'extrême droite (sexisme, homophobie, exaltation d'un pouvoir fort et punitif, criminalisation des

mouvements sociaux et de la gauche, nostalgie de la dictature militaire) s'est-elle traduite en politiques publiques ? Le Brésil a-t-il connu le glissement autoritaire redouté ? Nous posons ici l'hypothèse que la violence sociale et politique exercée sous la mandature de Bolsonaro est d'abord passée par le retrait drastique des financements de l'État d'une part, et par la suppression des contrôles et des protections des populations les plus vulnérables d'autre part. Le bolsonarisme s'est glissé dans le gant d'un jeu démocratique dominé par des forces conservatrices, et en a subi les contraintes, plus encore que des résistances de la société civile. Parallèlement, détenir les leviers du pouvoir a permis de maintenir une forte mobilisation du camp bolsonariste derrière son leader, et a décalé durablement l'opinion et le spectre politique brésiliens vers l'extrême droite.

## **Un choc d'austérité et de prédation capitaliste**

À la différence de son homologue argentin Javier Milei, Jair Bolsonaro n'a pas été identifié de prime abord comme l'artisan d'un choc néolibéral. Peu enclin à parler d'économie, c'est par la brutalité de ses discours à l'encontre de la gauche et des minorités qu'il se distingue du reste de la classe politique. Pourtant, son programme électoral de 2018 est avant tout marqué au sceau de l'orthodoxie libérale et c'est une part essentielle de son bilan. Il n'est d'ailleurs élu que grâce au ralliement de la quasi-totalité du monde des affaires, agrobusiness au premier chef, avec une feuille de route très claire : poursuivre et approfondir la néolibéralisation et dérégulation de l'économie brésilienne, engagée dès avril 2016 par Michel Temer. C'est son indéboulonnable ministre de l'Économie, le disciple des Chicago boys Paulo Guedes, qui est chargé de la mettre en œuvre. Parmi les 58 promesses de campagne en 2018, un tiers au moins est à raccrocher à ce projet, dont : la réforme des retraites, qui basculent vers un système par capitalisation ; la baisse de 20% du volume de la dette ; les dérogations au code du travail via un titre de travail dérogatoire ; la multiplication des privatisations ; la libéralisation du secteur de la raffinerie du gaz et du pétrole, ainsi que de l'eau ; la réduction drastique des formalités pour obtenir des autorisations d'exploitation, notamment sur critères environnementaux, dite « loi de liberté économique » ; ou encore la réduction générale du taux d'imposition.

Dans ce programme néolibéral, ce sont les privatisations et l'assèchement radical des moyens des agences publiques, de contrôle et d'investissement, qui ont été principalement mis en œuvre. L'État brésilien n'a ainsi jamais autant privatisé que

sous Bolsonaro, détricotant une part importante du patrimoine public constitué des années 1930 à 1950. Parmi les *estatais* vendues à la découpe, on compte l'emblématique compagnie nationale d'électricité, Electrobras. De nouvelles dérégulations permettent l'entrée massive de capitaux privés dans des services publics contrôlés par les États fédérés, comme la distribution de l'eau, ce qui engage en outre leur privatisation généralisée à moyen terme. Parallèlement, l'État a fortement réduit sa voilure, par la diminution du nombre de fonctionnaires (-10% en 4 ans), essentiellement par le non remplacement des départs à la retraite. En pleine pandémie, le budget de la santé a été réduit de 8% ; les crédits alloués aux transports publics ont chuté de 65%, au logement de 37%, à l'enseignement supérieur de 18% et aux crèches de 60%. L'État a également presque totalement coupé les vivres à la Banque Nationale de Développement (BNDES), qui depuis 1952 injectait des milliards de réais dans les grands projets d'infrastructures, mais aussi la vie culturelle et associative du pays.

Le définancement a été particulièrement prononcé à l'encontre des agences de contrôle de l'activité économique, comme l'inspection du travail ou l'Institut Brésilien de l'Environnement et des ressources renouvelables (Ibama). En coupant leurs budgets, le gouvernement fait d'une pierre deux coups : il réduit les déficits publics et lève les entraves au déploiement des forces vives du pays. C'est sur le plan de l'accès à la terre, cœur de l'agrobusiness, que cette logique de la prédation par la dérégulation est la plus violente. Tout est mis en œuvre pour laisser le champ libre aux planteurs, éleveurs et coupeurs de bois. Il faut « en finir avec l'industrie des amendes environnementales », selon l'expression de l'un des alliés du candidat Bolsonaro en 2018 : la réduction de 80% des amendes pour crimes contre l'environnement dès 2020 explique l'explosion de la déforestation (+80% en taux annuel, essentiellement du fait d'incendies criminels), des exploitations minières sauvages et des invasions de terres autochtones. La destruction de terres indigènes par le biais d'invasions illégales, armes à la main et avec la fréquente complaisance des forces de police locales, a ainsi doublé dans la seule première année du mandat de Bolsonaro. Le président d'extrême droite est également le premier, depuis la Constitution de 1988, à ne pas protéger de nouvelle terre indigène. Favoriser les grands latifundiaires signifie également mettre un coup d'arrêt au mouvement pour la réforme agraire au profit de petits exploitants, consacré par le texte constitutionnel.

Cet encouragement à la prédation des grands exploitants n'est pas un simple laisser-faire : il répond à une représentation de l'ordre capitaliste, où ni l'agriculture vivrière, ni les terres collectives préservées des peuples autochtones, ni évidemment la protection des espaces naturels n'ont droit de cité. Gouverner, pour cette extrême

droite, signifie laisser libre cours à la violence des rapports de force locaux, sans que les plus faibles puissent recourir à l'État pour obtenir une protection physique ou le respect de leurs droits. Les collectifs dont les modes de vie et l'intégration dans l'économie capitaliste ne s'alignent pas avec ce projet de société sont considérés au mieux comme des marginaux, au pire des ennemis. Les actions du Mouvement des Paysans Sans-Terre, objet d'une haine tenace de la part de l'extrême droite depuis sa fondation dans les années 1980, sont d'ailleurs qualifiées de « terroristes » par le chef de l'État, qui suspecte par ailleurs ceux qu'il appelle les « indiens » et leurs alliés d'ONG écologistes d'être eux-mêmes à l'origine des incendies forestiers.

En ce sens, le gouvernement a mené un projet de dérégulation et de définancement idéologiquement ciblé, qui n'a pas atteint de manière égale tous les territoires ni tous les groupes socio-professionnels. Le mépris pour le monde universitaire, considéré par Bolsonaro comme un espace de « sexe, de désordre et de confusion » selon le président de la Société Brésilienne pour le Progrès de la Science Renato Janine Ribeiro, a encouragé les coupes budgétaires massives. Les deux agences de financement de l'enseignement supérieur ont ainsi survécu avec une chute de 45% de leurs crédits par rapport à la mandature précédente, déjà marquée par des mesures d'austérité. Ces attaques contre l'enseignement supérieur sont à comprendre dans le cadre d'un désinvestissement de l'État fédéral, tant financier que politique, dans l'éducation publique, tous niveaux confondus, et d'une défiance à l'égard du monde enseignant. En témoignent la chute de 13% des crédits de l'école élémentaire, l'abandon d'importants projets d'enseignement adapté en zone rurale pour lutter contre l'échappement scolaire, l'incitation du *home schooling* ou encore développement d'écoles militaires. À cela s'ajoute l'obsession ancienne des cercles bolsonaristes pour la lutte contre le « communisme » des professeurs, et l'incitation à la délation par les élèves et leurs parents, portées depuis le début des années 2010 par l'association « École sans parti ». L'enseignement de la théorie de l'évolution, de l'histoire de la dictature militaire, la présentation du réchauffement climatique ou encore l'éducation à la contraception furent autant de motifs de signalement, de harcèlement numérique et de mises en garde par la hiérarchie pour des milliers de professeurs d'établissements publics.

Le monde de la culture et des arts fut, comme on peut s'y attendre, encore plus mal loti. La suppression du Ministère de la Culture, transformé en secrétariat d'État au sein du Ministère du tourisme dès le début du mandat, annonçait la couleur. La diminution de 2/3 des budgets fédéraux alloués aux projets culturels a provoqué l'agonie de tout le secteur, du cinéma au spectacle vivant, par ailleurs très fragilisé par

la pandémie. Enfin, dans un tout autre domaine, le Ministère de la Famille, de la Femme et des Droits Humains a, notamment sous l'égide de la pasteure évangélique Damares Alves, réduit la protection de l'État à l'égard des femmes et des populations LGBTQIA+. Le ministère a ainsi cessé de financer le combat contre les violences homophobes, transphobes, sexistes et sexuelles, détournant une partie de ces fonds vers des associations promouvant les « thérapies de conversion ».

Le rouleau compresseur néolibéral s'est parallèlement vu entravé par la nécessité de ne pas trop nuire à la popularité du président, dans la population en général et son électorat en particulier. L'abolition de fait du code du travail, très impopulaire, a donc reçu un veto présidentiel. La réforme des retraites, bien que très délétère, n'a pas été aussi loin dans la bascule vers la capitalisation que le souhaitaient les équipes de Paulo Guedes, tout comme les privatisations, qui ont rapporté moins de la moitié du milliard de *reais* espéré par le ministre. Enfin, la gestion de la pandémie par la présidence, catastrophique sur le plan sanitaire – Bolsonaro a minimisé la gravité du virus, fait obstacle au confinement et gestes barrières, retardé l'achat de vaccins, fait l'article et encouragé le traitement à l'hydroxychloroquine et ivermectine, etc. – est également passée par l'attribution d'une aide d'urgence importante, l'*Auxílio Brasil*. Bien que l'aide n'ait fait que limiter la considérable dégradation des conditions d'existence des populations les plus fragiles pendant la pandémie, son coût a fait obstacle à la réduction des déficits publics et de la dette, à peine érodée après quatre ans d'austérité.

## **Nouveaux équilibres des pouvoirs et centralité d'un législatif conservateur**

L'évaluation des politiques austéritaires et néolibérales mises en œuvre sous la présidence de Jair Bolsonaro ne peut se réduire au fait de déplorer leur violence sociale. Il importe de les replacer dans leur contexte historique. Le changement de philosophie de l'action publique ne date pas de 2019, mais de l'arrivée de Michel Temer à la présidence de la République en avril 2016. C'est à cette date que les néolibéraux s'emparent véritablement des rênes de l'État brésilien, après avoir porté le consensus politique et médiatique autour du coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff. La décrépitude des services publics éducatifs et de santé est d'ailleurs une conséquence directe de l'amendement constitutionnel instaurant un plafond de

dépenses sociales. C'est l'un des piliers du « Pont vers le futur », programme de gestion austéritaire de la crise économique et de destruction des droits sociaux appliqué par Temer. Il existe ainsi une forte continuité entre les politiques de rigueur des deux gouvernements, à laquelle fait écho la dégradation des indicateurs sociaux : l'insécurité alimentaire, qui s'accroît fortement entre 2013 et 2018 et explose au cours de la pandémie de Covid-19, atteint 58% de la population à la fin 2021 ; le taux de mortalité infantile, dont le déclin historique cesse en 2015 pour connaître une stagnation puis un accroissement pendant l'épidémie ; l'augmentation de la population sans domicile fixe, une réalité depuis 40 ans mais qui a connu un bond à partir de 2021 avec une part plus grande de familles avec enfants.

Il est évidemment difficile de distinguer, dans la catastrophe sociale qu'a connue le Brésil entre 2014 et 2022, ce qui est directement causé par la crise économique de 2014, par la pandémie et par les choix gouvernementaux de gérer ces situations par des mesures d'austérité. Au cours de ces huit années, quels que soient le visage et la couleur politique de la Présidence, c'est d'abord le Législatif qui gouverne : l'un des Congrès les plus conservateurs de l'histoire du pays, élu en 2014 et presque intégralement renouvelé en 2018. Lorsque les présidents n'y contrôlent que des groupes minoritaires, ce qui fut le cas tant de Dilma Rousseff (2014-2016) que de Jair Bolsonaro (2018-2022), la capacité de l'action de l'Exécutif s'en trouve très limitée. On rétorquerait qu'un président et un congrès très conservateurs sont voués à s'entendre, mais la situation est plus complexe : Bolsonaro est incontrôlable et insécurisant pour les marchés financiers, délétère pour l'image internationale du pays, sa gestion sanitaire de la pandémie est universellement condamnée et il est trop préoccupé par sa base électorale. Rapidement les relations entre l'assemblée et le palais se tendent, à la défaveur du dernier. Dans une certaine mesure, le régime cesse d'être présidentiel, car le chef de l'État renonce à nourrir le travail de négociation permanente avec les groupes parlementaires. Le peu de gouvernabilité est assuré par le détournement massif de fonds publics au profit de députés pivot, que la presse a baptisé « budget secret » (« *orçamento secreto* ») : la somme astronomique de 16 milliards de *reais* annuels (le budget du ministère de la Justice) affectés dès 2020 à acheter la collaboration toute relative d'une partie du législatif. De façon contre-intuitive, c'est ainsi sous le mandat d'un ancien capitaine de l'armée, nostalgique de la dictature militaire et apôtre des pouvoirs forts que s'approfondit une évolution parlementariste du régime – une évolution portée par une assemblée composée majoritairement d'hommes blancs, possédants, membres d'une nébuleuse de partis dépourvus de réel programme et très sensibles aux pots-de-vin et autres faveurs, en défense de leurs propres intérêts. On ne peut pas vraiment parler de « contre-pouvoir » à un exécutif d'extrême droite, mais

plutôt d'un déplacement du centre de gravité institutionnel à l'occasion d'une situation exceptionnelle : un président peu inséré dans le système partisan, doté de peu de fidèles dans l'appareil d'État et dans les États fédérés, marginalisé par la radicalité de ses discours.

## **Bolsonaro, un catalyseur de la politisation conservatrice et de la polarisation du pays**

Bolsonaro s'est donc de plus en plus concentré sur ses prises de parole, sur une ligne de grande radicalité et doté d'une très large surface numérique. Par le biais de *fake news* et de discours violents et conspirationnistes qui ont abreuvé des dizaines de millions de Brésiliens à travers les réseaux sociaux, il a entre autres promu le négationnisme climatique ; la défiance à l'égard de la presse, de la classe politique, du mode de scrutin et des principales institutions démocratiques; l'anti-intellectualisme et l'anti-scientisme ; le rejet des minorités sexuelles et de genre et la criminalisation du mouvement social ; un révisionnisme historique, appliqué à l'histoire de l'esclavage et de la dictature militaire. Ce faisant, Bolsonaro a inséré le Brésil dans une internationale d'extrême droite dont Donald Trump peut être considéré comme le leader et le porte-drapeau. Cette coïncidence encourage l'alignement diplomatique absolu sur les États-Unis, et le renoncement au multilatéralisme dont le Parti des Travailleurs au pouvoir avait fait l'une de ses marques de fabrique sur le plan géopolitique.

Ce flot continu de paroles de Bolsonaro – il palabre, tweete, se filme et accorde des interviews, longuement et plusieurs fois par semaine – n'a pas toujours été suivi d'effets. La haine et le mépris assumés des minorités sexuelles ne se sont pas accompagnés de la réduction de leurs droits : au contraire, la Cour Suprême les a accrus, permettant que les femmes transsexuelles soient mieux protégées juridiquement des violences (application de la loi dite Maria da Penha de 2006), levant l'interdiction faite aux homosexuels de donner leur sang et criminalisant les propos homophobes et transphobes. La plus haute instance judiciaire du pays s'est, de façon plus générale, comportée comme un contre-pouvoir, permettant l'ouverture de nombreuses enquêtes visant des membres de l'équipe présidentielle (pour corruption, propagation de *fake news*, détournements de fonds lors de la pandémie, obstruction à la Justice) et assurant un suivi serré de la préparation et déroulement de l'élection de 2022.

Le mandat de Bolsonaro est cependant un moment d'explosion des violences faites aux femmes, encore accrues par le contexte de pandémie, et aux personnes transsexuelles. C'est aussi une période d'accroissement des violences policières, dont le pouvoir entrave néanmoins le décompte. Or cette augmentation de violences, comme celles des propriétaires terriens à l'encontre des populations autochtones et des paysans sans-terre, est directement impulsée par le blanc-seing donné par la présidence à leurs perpétrateurs. À la différence de la période dictatoriale dont cette extrême droite se réclame, le pouvoir n'exerce plus directement la violence et n'enfreint pas sur ce plan les règles de l'État de Droit. Il valide, dans une société déjà fortement marquée par la violence sociale, raciale et sexiste, le droit du fort contre le faible, assimile la dénonciation des victimes à de mièvres plaintes et même exalte sur certains points une purification de la nation par ce biais. Ce contexte explique l'explosion de l'achat d'armes et du nombre, ainsi que la fréquentation, des clubs de tirs, toutes classes sociales confondues et avec une augmentation importante de la présence des femmes. C'est l'arrière-plan du discours présidentiel sur la pandémie de Covid-19 : une « petite grippe » dont la létalité chez les plus faibles devait être vue comme une fatalité, nécessaire à l'acquisition de l'immunité de groupe. « Il faut arrêter d'être un pays de femmelettes » (« *tem que deixar de ser um país de maricas* »), disait en novembre 2020 Bolsonaro, qui quelques mois plus tard imitera pour faire rire la galerie un malade agonisant par manque d'oxygène. Ce discours a eu des effets concrets, qui se sont ajoutés au non-agissement délétère de l'exécutif fédéral : il a découragé la distanciation sociale et contribué à la propagation du virus, si bien qu'il existe une corrélation à l'échelle des communes entre le vote bolsonariste et le taux de mortalité par Covid. Cela a nui à la popularité du président et de nombreux observateurs s'accordent aujourd'hui pour y voir la raison principale de sa défaite aux présidentielles de 2022.

L'un des héritages les plus perceptibles du mandat de Jair Bolsonaro est probablement de l'ordre des imaginaires sociaux et du discours : il a fait sauter les digues de ce qui pouvait être dit au sommet de l'État, tant en termes de post-vérité, d'érection de l'intérêt individuel absolu en droit fondamental, d'acceptation de la violence et de dénigrement des institutions démocratiques. C'est la première réponse qui vient à l'esprit de tout·e Brésilien·ne membre de la moitié de la population hostile à l'extrême droite, si la question de l'héritage lui est posée : Bolsonaro a révélé à la société brésilienne sa part d'ombre, les valeurs et intérêts qui ont fondé sa violence et son inégalité historiques, maintenant possibles à assumer aux repas de famille puisque le président lui-même les défend. Pire, ils sont un signe d'appartenance partisane et donc assumés avec fierté, ce que chacun·e a pris l'habitude de faire dans ses posts et

messages sur des réseaux sociaux où il ou elle croise essentiellement des internautes qui partagent ses idées. Cette polarisation a déchiré des millions de familles. Ces imaginaires, redisons-le, ne sont pas apparus avec le bolsonarisme. L'exaltation de la violence institutionnelle et de la fermeté en manière pénale, l'acceptation de la société du « chacun à sa place » (sociale, raciale) sont des traits historiques de la culture politique de la bourgeoisie brésilienne. Depuis 40 ans s'y est ajouté un puissant mouvement de néolibéralisation des esprits très au-delà des classes dominantes, où chacun est entrepreneur de sa propre vie, loin de l'État et face à Dieu, selon le discours de la « théologie de la prospérité » du néopentecôtisme. La gauche au pouvoir (2003-2016) a longtemps été rendue responsable de cette évolution de mentalités, en encourageant la formation d'un peuple de consommateurs et non l'animation d'une société de citoyens, mais la dynamique est évidemment globale et multifactorielle.

Ces imaginaires sont désormais assumés par un tiers de la population brésilienne comme leur identité politique. Il s'agit de secteurs convaincus, mobilisés, qui ont adopté des codes de langage permettant la reconnaissance mutuelle. Que Bolsonaro lui-même ou ses fils demeurent dans le jeu politique importe désormais peu : des dizaines de figures politiques émergent avec leur propre cocktail de provocation et violence verbale, exaltation du mérite et de l'intérêt individuel, et ambition assumée de faire exploser tant les codes du pluralisme démocratique que les fondements de l'État social. C'est par exemple le cas de Paulo Marçal, riche entrepreneur, influenceur, et bully de 37 ans, parvenu en troisième position aux dernières municipales à São Paulo. Ce camp, outre des codes politiques partagés, a de plus désormais son histoire : celle d'avoir contribué, en tant que « peuple dans la rue » à déstabiliser la démocratie brésilienne entre 2013 et 2016 et d'avoir construit une majorité électorale en 2018. Cette forte politisation concerne, enfin, des espaces professionnels très menaçants pour l'ordre démocratique : les forces armées, les polices, les services de renseignement. Leur participation à la déstabilisation du système politique à partir de l'impeachment de Dilma Rousseff (2016) et l'engagement fanatique de larges secteurs derrière Jair Bolsonaro sont désormais bien connus. Et si Lula semblait, après l'assaut de la place des Trois Pouvoirs le 8 janvier 2023, plus disposé qu'initialement à appuyer les enquêtes sur les groupes les plus radicalisés des forces de sécurité, le renoncement de la présidence à commémorer officiellement le 60<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État en mars 2024 du fait de la pression des états-majors montre que le rapport de force reste défavorable au palais. Entre un Congrès ultra-conservateur habitué à être au centre du jeu, une opposition très offensive et des forces armées à la loyauté douteuse, le mandat de Lula s'écoule sous la menace de multiples épées de Damoclès.

\*\*\*

Quelles conclusions tirer, pour le Brésil et pour d'autres espaces nationaux, de ces quelques considérations sur le bilan du mandat de Jair Bolsonaro ?

La première, évidemment, est que l'extrême radicalité d'une figure politique comme la sienne n'a pas été un obstacle à son adoubement par des élites désireuses d'approfondir, voire achever, le tournant néolibéral engagé en 2016. La déception d'une partie de ces mêmes milieux économiques et financiers vis-à-vis du bilan de Bolsonaro a sans doute contribué à empêcher sa réélection. Trop imprévisible, nuisible à l'image internationale du pays, moins engagé qu'espéré dans la mise en œuvre de certaines réformes, il est en outre tenu en partie responsable de la diminution de la main d'œuvre disponible – la mort de 700 000 personnes lors de la pandémie. Outsider provocateur et charismatique, utile pour rallier l'électorat et mettre fin à l'hégémonie du Parti des Travailleurs en 2018, il n'était plus en 2022 suffisamment profitable pour être soutenu dans l'aventure putschiste qu'aurait nécessité son maintien au pouvoir.

Deuxièmement, Bolsonaro est le produit d'une vague conservatrice qui le dépasse et, malheureusement, lui survivra, qui mêle culture autoritaire, rationalité néolibérale, désécularisation et brutalisation de la société politique. Mais l'arrivée d'un héraut décomplexé de ces idées à la tête de l'État est lourde de conséquences, car elle légitime puissamment leur extériorisation dans tous les espaces publics (notamment virtuels) et privés. Bolsonaro a permis la constitution d'un camp politisé qui, malgré l'absence d'une organisation partisane pérenne, se nourrit d'une expérience de campagnes électorales et de mobilisations de rue, à l'intérieur ou aux marges des règles du jeu démocratique. La forte politisation de l'administration, en particulier des forces militaires et de sécurité, est un héritage lourd pour l'État de Droit dans le pays.

Parallèlement, et c'est la troisième conclusion, le gouvernement qui succède à cette extrême droite se trouve largement privé de leviers de pouvoirs pour renverser la vapeur. Bien que les agences publiques voient de nouveau leurs crédits augmenter, il est impossible de revenir sur les privatisations, d'embaucher massivement des fonctionnaires, et il sera difficile de forcer le déplacement du centre de gravité de pouvoir vers l'exécutif. Tout comme le gouvernement Lula ne pourra pas récupérer l'initiative en matière monétaire, puisqu'une loi a sanctionné en 2021 l'autonomie de la Banque Centrale. Bolsonaro lègue aussi à ses successeurs cette déprise de l'État et cet affaiblissement du gouvernement fédéral.

Enfin, malgré tout, l'expérience bolsonariste démontre la résilience de la démocratie brésilienne. Bien que le gouvernement n'ait pas affronté de puissant mouvement social – il est vrai que la pandémie a paralysé le pays pendant plus de 18 mois, au cours desquels l'absence de fréquentation des espaces publics et la distanciation sociale étaient des signes d'hostilité au pouvoir en place –, d'importants groupes militants sont demeurés très mobilisés. Le Mouvement de Sans-Terre a accru la dynamique d'occupation de terres ; la revendication et la souffrance des populations autochtones ont connu une nouvelle visibilité internationale. Les élections de 2020 ont connu un record historique (et mondial) de candidatures et d'élections de personnes transsexuelles... y compris sur des listes bolsonaristes. Les institutions, également, ont tenu. Les tribunaux supérieurs, la Cour Suprême (*Supreme Tribunal Federal*) et Tribunal Supérieur Électoral (TSE), ont occupé avec constance leur rôle de gardiens de la Constitution, dans un rapport d'extrême tension avec le palais, au point que le président du TSE de 2022 à 2024 est devenu l'une des bêtes noires des bolsonaristes et menacé d'assassinat. Certains gouverneurs d'États ont limité l'impact de l'inaction fédérale, notamment pendant la pandémie. Lors de moments cruciaux de la transition, les présidents des principaux groupes parlementaires conservateurs et les commandants militaires ont appuyé la continuité constitutionnelle. Cependant, il a fallu la popularité de Lula, son image préservée de leader attentif au bien-être populaire, pour gagner (de justesse) les présidentielles de 2022. À mi-mandat et malgré de bons résultats économiques, cet appui s'est fortement érodé. Le vieux président est toujours donné vainqueur pour les élections d'octobre 2026 et aucune figure alternative ne semble émerger à gauche. Il aura à cette date 81 ans.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 1<sup>er</sup> avril 2025.